

# LE SOCIALISME

## Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 30 septembre 2025**

### **Tas de fumiers !**

Ils sont bourrés de milliers de milliards, franchement qu'est-ce que voulez qu'ils en foutent. Il faut bien qu'ils les emploient à quelque chose, qui rapporte de préférence, et si ces ordures tiennent tant que cela à nous pourrir la vie, c'est parce qu'en consommant leurs saloperies de marchandises on crée des milliards de tonnes de déchets : plus on est envahi de déchets, plus cela signifie qu'ils s'enrichissent, plus leurs profits se comptent en milliers de milliards de dollars.

Il y en a encore pour s'étonner qu'ils en fassent usage, à croire qu'ils devraient se torcher le cul avec ou en faire du compost. Les oligarques ont pris conscience de leur immense pouvoir dû à leur gigantesque fortune, donc ils se croient tout puissant, c'est ce que Trump et le boucher Netanyahu n'arrête pas de répéter, et pour qu'on les croit sur parole ils nous livrent en direct l'extermination d'un peuple ou un génocide, ils bombardent tel ou tel pays, menacent la planète entière ; sur laquelle ils n'ont pas autant de pouvoir que cela, sinon ils ne se livreraient pas à ces vociférations ou gesticulations dignes de dictateurs pathétiques en fin de carrière.

---

### **Quelle sordide comédie !**

Cela ne coûtait rien de reconnaître un Etat palestinien tout en soutenant depuis deux ans qu'Israël aurait eu le droit de se défendre, car si on se demandait contre qui Israël aurait eu le droit de se défendre, on se serait aperçu que c'étaient eux les agents de l'impérialisme anglo-saxon, les agresseurs, les envahisseurs, les occupants, les voleurs, les terroristes, les barbares et non les Palestiniens.

La dialectique de l'histoire est imparable. Dès qu'on rétablit les faits et leurs enchaînements, la vérité triomphe, d'où l'intérêt de maintenir les peuples dans l'ignorance pour mieux les asservir.

Je crois que c'est le combat que je mène inlassablement, et peu importe qu'il soit reconnu ou non, la vérité le sera le jour venu, c'est la seule chose qui doit continuer de nous guider.

---

### **Et dire qu'il y en a qui rabâchent cela à longueur de temps, et s'en servent comme prétexte pour justifier leur honteuse collaboration ou lâche capitulation.**

- Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. (...)

Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes "*commodités*" et les plus grands avantages, c'est une soumission telle qu'elle entraîne pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique. (L'impérialisme stade suprême du capitalisme - Lénine 1916)

J-C – Il y en a toujours pour découvrir le monde dans lequel nous vivons, alors qu'il a été parfaitement décrit depuis plus d'un siècle, quelle misère intellectuelle ou hypocrisie ! Le nier ou l'ignorer et vous êtes perdu.

---

**Il y a des bourgeois qui brûlent, mais ils n'ont pas encore rompu avec le capitalisme. En ont-ils l'intention ? Je ne m'avancerais pas à le prédire à ce stade, ils n'en sont pas encore là, trop d'intérêts en jeu qu'ils craignent de perdre, et puis, tant qu'il y a de l'espoir...**

**Lu.**

Une solution : instaurer une démocratie la plus directe possible afin de garantir autant que faire se peut l'effectivité de l'exercice du pouvoir par le peuple

Pour redonner le pouvoir au peuple, il faut remplacer le système actuel par une démocratie directe, à savoir un système politique où les citoyens décident directement de leur avenir.

Voici comment :

1 - Assemblées citoyennes locales : chaque commune (ou groupement de petites communes) aurait une assemblée citoyenne exerçant les pouvoirs actuels des conseils municipaux (sécurité, hygiène, urbanisme) et un pouvoir normatif local. Ces assemblées éliraient des mandataires révocables à tout moment, chargés de porter les décisions des assemblées citoyennes aux échelons supérieurs. Pour éviter la paralysie, un seuil minimal de participation (ex. : 50 % des inscrits) pourrait être requis pour les votes.

2 - Organes régionaux et nationaux : les 18 régions actuelles auraient des organes décisionnaires composés de mandataires désignés par les assemblées citoyennes, chargés d'harmoniser les normes régionales. Ces régions éliraient à leur tour 36 mandataires (2 par région) pour un organe national remplaçant le gouvernement actuel. Ces mandataires seraient tenus de respecter les consignes de vote de leur base, sous peine de révocation immédiate, garantissant ainsi une véritable représentation.

3 - Référendums numériques : pour les décisions majeures (nationales ou régionales), des référendums sécurisés par la blockchain permettraient une consultation directe à coût quasi nul. La transparence de cette technologie, déjà utilisée dans des systèmes comme la Suisse pour des votes locaux, éliminerait les risques de fraude. Cette transition nécessiterait une phase pilote dans quelques communes pour ajuster le modèle, et former les citoyens à leur nouveau rôle. Certains diront que la démocratie directe risque le populisme ou l'inefficacité. Mais, des garde-fous, comme des comités consultatifs d'experts indépendants ou des délais de réflexion avant les votes, permettraient d'équilibrer participation et expertise.

J-C - Cela cogite, fermente dans les chaumières, l'imagination est très sollicitée par les temps qui courent. On se demande comment on pourrait s'en sortir, si possible avec le moindre mal, on pose

un tas d'hypothèses, on échafaude des théories, on réalise des plans de bataille, bref, il ne manque plus que le coup de sifflet et les bataillons en rangs serrés prêts à partir au combat.

Mais ce qui manque le plus, c'est la preuve qu'un tel mécanisme serait adapté pour porter la classe ouvrière au pouvoir et de vaincre la classe des capitalistes qui refuserait de le quitter, autrement dit, qu'il serait en mesure de déterminer les objectifs de cette révolution politique. Or, on ne voit pas comment cela serait possible, puisque les auteurs ou les mêmes qui auraient à se prononcer, n'ont à ce jour jamais été foutus de les déterminer, ils en sont encore à croire à une « *révolution par les urnes* », donc pas de révolution du tout.

De plus, tout cela semble bien naïf ou le fait d'ignorants, car la politique économique d'un pays doit se décider ou ne peut être conçue qu'à partir de l'Etat, et non au niveau de la commune ou du quartier, pourquoi pas de l'immeuble du quartier, un peu de sérieux.

Tout type d'assemblée qui rappellerait ou serait inspirée des institutions politiques mises en place par la bourgeoisie depuis 1789 devrait être écartée puisqu'elles ont toutes été conçues spécialement pour exploiter et opprimer le peuple. Ce sera au prolétariat révolutionnaire en armes d'en forger de nouvelles avec l'aide des organisations du mouvement ouvrier qui auront combattu à ses côtés, principalement son avant-garde...

---

## Que cachent leurs discours guerriers ?

### Économie européenne, finalement les sanctions fonctionnent (presque) - RT 29 sept. 2025

Sans surprise, selon les chiffres publiés le 25 septembre par l'INSEE, la dette française atteint 3 400 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, soit 115,6 % du PIB. C'est un nouveau record, après celui du trimestre précédent, et une augmentation vertigineuse de 3,6 % en un an. Mais il n'y a pas que la dette, et il n'y a pas que la France. C'est l'ensemble de l'économie européenne qui est à la peine.

Le meilleur indicateur, plus que celui de la dette, reste bien entendu la croissance. Et ce n'est pas brillant. Le moteur de l'économie européenne, l'Allemagne, est en récession depuis quasiment trois ans avec -0,2 % au dernier trimestre 2024. Mais elle n'est pas la seule, puisque c'est aussi le cas de l'Autriche (-0,9 %) et de la Lettonie (-0,4 %). L'Italie semble également rejoindre le club, avec un PIB en recul de 0,1 % au deuxième trimestre 2025, une première.

Sur l'ensemble de la zone, les prévisions de la Commission européenne tablent sur une croissance de 1,1 % en 2025, quand la moyenne mondiale, pourtant déjà faible, est estimée à 3 % par le FMI.

Pour comparaison, la croissance russe était de 4 % en 2024 et son ralentissement en 2025 (1,5 % en prévision) s'explique par... un trop grand dynamisme, amenant un manque de main-d'œuvre.

En parallèle, à l'inverse, le taux de chômage atteint 10,4 % en juillet 2025 en Espagne, et beaucoup plus inquiétant, car historiquement élevé pour ces pays, 9,5 % en Finlande et 8,7 % en Suède (contre 6 % environ en 2022 pour les deux pays). La France se place mal, avec 7,6 %, au-dessus d'une moyenne européenne déjà élevée, à 5,9 %.

La cause de ce chômage élevé se trouve bien sûr dans l'augmentation vertigineuse des faillites d'entreprises.

En France, les faillites ont atteint en avril 2025 un niveau inédit depuis décembre 1991, avec un peu plus de 67 000 en cumul annuel et une hausse de 11,8 % sur un an. Le secteur des services, cœur de l'économie, est particulièrement touché. Le plus inquiétant reste bien entendu l'Allemagne, avec des faillites en augmentation de 9,4 % rien qu'au premier trimestre 2025 par rapport à 2024, et ayant déjà causé 33,4 milliards d'euros de dommages et entraîné la perte de 141 000 emplois sur le seul premier semestre 2025. En mai, l'estimation était de +17,0 % de faillites sur un an (indicateur IWH). Là, c'est le secteur industriel qui est le plus touché, moteur de l'économie européenne. La principale raison est connue : l'augmentation des prix de l'énergie depuis 2022.

Les conséquences sont bien entendu dramatiques. D'après les derniers chiffres publiés (INSEE), le taux de pauvreté a atteint 15,4 % en France en 2023, contre 14,4 % un an avant. Soit une augmentation de 650 000 personnes, pour atteindre 9,8 millions d'habitants, un record depuis le premier relevé en 1996. Selon l'indicateur européen AROPE, aux critères légèrement plus larges, on atteindrait 20,5 % en 2024. Avec les mêmes critères, les chiffres sont à peu près équivalents en Allemagne, et donc là aussi en augmentation, atteignant 21,1 % en 2024, soit quasiment la moyenne de l'UE (21 %). Un niveau élevé et considéré comme globalement préoccupant, particulièrement dans des économies dites développées.

Endettement public, faillites d'entreprises et taux de pauvreté : pour toutes ces données, derrière lesquelles se trouvent des vies, des familles et des drames humains, une année charnière apparaît. Une année à partir de laquelle des tendances déjà visibles se sont très nettement accélérées, précipitant la chute : l'année 2022.

Et pour cause : le 23 février 2022, l'Union européenne prenait le premier « paquet de sanctions » contre la Russie, dans le but, dixit Bruno Le Maire, de « *mettre l'économie russe à genoux* ». Ils en sont au 19<sup>e</sup> paquet en préparation. Et alors que la croissance cumulée de la Russie sur trois ans atteint les 10 %, vous venez de constater dans ces lignes l'état de l'économie européenne.

La première cause est bien entendu le renchérissement du prix de l'énergie à la suite des sanctions. S'y ajoute l'argent directement gaspillé pour entretenir la junte de Kiev (environ 167 milliards d'euros pour l'instant, en augmentation constante). On peut également compter sur une baisse des investissements extérieurs, dans un climat de méfiance créé par le gel des avoirs russes, et plus encore par l'utilisation de leurs intérêts pour financer encore un peu plus la poursuite de la guerre à tout prix (sans parler des villas et autres accessoires de luxe des dirigeants ukrainiens). Une situation qui ne fera qu'empirer dramatiquement si les actifs eux-mêmes servent effectivement de garantie à un nouveau prêt de 140 milliards d'euros, comme évoqué par Merz.

S'y ajoute une idéologie mondialiste mortifère, avec des traités de libre-échange systématiquement désavantageux pour l'UE, à l'exemple du MERCOSUR, ou là encore des avantages donnés à certains produits ukrainiens, fossoyeurs de l'agriculture française (-92 % d'excédent commercial agricole en un an, du jamais vu en 50 ans). Mais également une incapacité à défendre ses intérêts et une soumission totale aux intérêts étrangers, particulièrement américains, comme l'épisode des tarifs douaniers l'a récemment illustré.

On peut donc le dire, déjà en général, mais encore plus particulièrement avec les sanctions antirusse, les dirigeants européens mènent une politique d'appauvrissement, de destruction des ressources et des savoir-faire, et plongent chaque jour un peu plus leurs propres populations dans la misère. En gros, les sanctions fonctionnent bien... mais contre l'Europe. Ne vous y trompez pas,

leur rhétorique guerrière est avant tout là pour détourner les regards et tenter de vous cacher cette triste vérité.

---

**Mystification. Taxer les pauvres, ils sont tous d'accord, normal, ils sont les plus nombreux. Expropriation !**

J-C - Dans une interview au *Sunday Times* publié le samedi 20 septembre, pour Bernard Arnault taxer les riches en leur imposant un misérable impôt qui n'écornerait même pas leur immense fortune qui a plus que triplée en quelques années serait "*d'extrême gauche*", car cela manifesterait la "*volonté (...) de mettre à terre l'économie française*" ou viserait "*la destruction de l'économie libérale*", comme si c'était l'intention du PS ou du NFP qui sont subordonnés à l'économie de marché ou au capitalisme et non au socialisme, et qui soutiennent cette taxe, un peu de sérieux. (Source FranceInfo 20 septembre 2025)

**Qu'est-ce que cela signifie ? Le capitalisme n'est pas réformable, il doit être aboli.**

Que taxer les riches doit être décrété hors la loi, dans ce cas-là il ne reste plus qu'à renverser le régime et tout leur confisquer sans leur verser un euro ! Si le système économique en place ne peut supporter la moindre réforme sociale sans risquer de s'effondrer, s'il ne peut pas satisfaire les besoins sociaux élémentaires de la population et ses aspirations démocratiques, alors que ce serait parfaitement possible, c'est qu'il est mûr pour disparaître !

Autrement dit, pas touche à la fortune des ultras riches qui se sont enrichis uniquement sur le dos du peuple. Ce sont les plus grands voleurs et escrocs, mafieux et criminels de la planète, et il faudrait les épargner ou ils devraient bénéficier d'un statut d'exception, on va leur en offrir un à la potence ou dans un cul-de-basse-fosse !

---

**Avec de tels références et parrains, Le Monde, Soros, la Commission européenne...**

**Historique. L'économiste Gabriel Zucman a proposé de taxer les grands patrimoines. Qui est-il et qu'en est-il vraiment ?**

Invité du « *20 Heures* » mercredi 10 septembre, Gabriel Zucman est professeur d'économie à l'École Normale Supérieure, et directeur à Paris School of Economics ou l'Observatoire européen de la fiscalité, plus connu sous le nom d'EU Tax Observatory.

**Présentation dans le blog de cette école.**

Gabriel Zucman, dirigeant de l'Observatoire européen de la fiscalité, est également professeur d'économie à l'université de Californie à Berkeley. Ancien étudiant de l'École normale supérieure Paris-Saclay, du Master APE (2008) et du programme doctoral de PSE (2013), il a d'abord été assistant professor à la London School of Economics et a été recruté par Berkeley en 2015. Il est également co-directeur du World Inequality Lab (PSE/Berkeley).

Gabriel Zucman publie dans les meilleures revues scientifiques internationales. Il est également l'auteur de trois livres dont *La Richesse cachée des nations* et *Le Triomphe de l'injustice*, au

retentissement international certain. Il a reçu en 2018 le prix du meilleur jeune économiste décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes, le prix Bernácer en 2019, la Médaille d'excellence pour l'étude des affaires économiques mondiales décernée par l'Institut de Kiel en 2017, ainsi qu'une prestigieuse fellowship de la fondation Sloan en 2019.

(<https://www.parisschoolofeconomics.eu/instituts-et-laboratoires/observatoire-europeen-de-la-fiscalite/>)

[www.taxobservatory.eu/fr/](http://www.taxobservatory.eu/fr/)

- "Un projet de norme coordonnée d'imposition minimale effective pour les particuliers très riches."

Il est indiqué dans le blog de cet organisme qui se prétend indépendant, qu'il a reçu "un financement de l'Union Européenne" et de la Fondation Open Society de G. Soros, entre autres, ([www.taxobservatory.eu/about/#partners](http://www.taxobservatory.eu/about/#partners)), et il a pour partenaire la Commission européenne. ([https://taxation-customs.ec.europa.eu/index\\_en](https://taxation-customs.ec.europa.eu/index_en)).

**Fondation Open Society** (<https://www.opensocietyfoundations.org>)

George Soros a donné plus de 32 milliards de dollars de sa fortune personnelle pour financer le travail des Open Society Foundations dans le monde entier.

Chaque année, les Open Society Foundations accordent des milliers de subventions à des groupes et à des individus qui travaillent sur des questions sur lesquelles nous nous concentrons sur la promotion de la justice, de l'équité et des droits de l'homme.

Nous travaillons dans le monde entier pour construire des démocraties dynamiques et inclusives dont les gouvernements sont responsables et ouverts à la participation de tous les peuples.

J-C - Un euphémisme pour régime totalitaire !

A blueprint for a coordinated minimum effective taxation standard for ultra-high-net-worth individuals

<https://www.taxobservatory.eu//www-site/uploads/2024/06/report-g20.pdf>

---

Le taux moyen de l'impôt sur les sociétés au sein de l'Union européenne a été réduit de plus de moitié depuis 1970, selon les statistiques compilées par l'OCDE et la Commission européenne. Il était de 50% en 1985, 21% en 2020.

---

**Il ne s'agit pas d'exproprier les capitalistes et d'abolir le capitalisme, non, leur seule préoccupation est d'écartier la menace mortelle du socialisme.**

- Les milliardaires français paient peu, voire pas du tout, d'impôt sur le revenu. C'est le constat de départ. Comment est-ce possible ? Grâce à une technique méconnue : l'utilisation de sociétés holdings qui servent d'écran fiscal. Pour que ce soit clair : la majorité des Français paie des impôts sur ses salaires ou ses pensions de retraite. Les milliardaires, eux, perçoivent principalement des dividendes, qui transitent par des sociétés holdings et échappent ainsi à l'imposition.

Il s'agirait d'une taxe de 2% par an sur tout patrimoine supérieur à 100 millions d'euros, ce qui concernerait environ 1 800 foyers. Vous estimez que cela pourrait rapporter jusqu'à 20 milliards d'euros à l'Etat. Ce chiffre est contesté : certains économistes affirment qu'au maximum, cela rapporterait 5 milliards. Sa réponse.

**Gabriel Zucman** : Depuis près de 18 ans, j'étudie les grandes fortunes et leurs techniques d'évasion fiscale. Le dispositif que je propose s'appuie sur ces travaux et vise précisément à limiter cette évasion. Pourquoi cela pourrait-il rapporter autant ? La situation est simple : en 1996, les 500 plus grandes fortunes françaises représentaient 6% du PIB ; aujourd'hui, elles représentent 42%. En 2010, ces 500 fortunes possédaient 200 milliards d'euros ; aujourd'hui, 1 200 milliards. Si l'on taxe ces patrimoines tout en empêchant l'évasion, les revenus fiscaux pourraient effectivement atteindre 20 milliards d'euros.

Les études scientifiques montrent que son impact est limité. De plus, il est possible de mettre en place un "*bouclier anti-exil*" : les contribuables concernés par l'impôt plancher, 1 800 personnes disposant de plus de 100 millions d'euros, continueraient à payer cet impôt pendant plusieurs années, même s'ils partaient à l'étranger. Les Etats-Unis appliquent déjà ce principe, et vont parfois encore plus loin, en poursuivant l'imposition à vie.

J-C – Bref, les multimillionnaires ou milliardaires continueraient de l'être. Vous trouvez cela normal, moi, non, du jour au lendemain ils seraient dépouillés de leur fortune. Ne risqueriez-vous pas une réaction violente de leur part ? On ferait en sorte de les isoler pour mieux les réprimer en cas de rébellion ou résistance, on leur confisquerait leurs médias, y compris sur le Net.

Il resterait des millionnaires, donc moins riches, mais beaucoup plus nombreux, on serait assez malin pour ne pas s'en prendre à eux au départ ou faire en sorte qu'ils se désolidarisent des plus riches. Ce ne serait pas bien difficile, puisqu'ils les maltraitent aussi très souvent ou ils les haïssent aussi, il suffirait de quelques garanties ou mesures accommodantes pour les gagner à notre cause.

---

### **Parole d'internaute.**

- Le vrai cancer de ce pays, de ce monde, c'est le pognon.

Quand tu as besoin, y a personne ! Tout le monde s'en fout, seul le pognon et le petit confort égoïste existent. Tant que tu payes... l'humain est une merde.

J-C – Malheureusement, cela reflète schématiquement l'état d'esprit de l'immense majorité ou l'hypocrisie ambiante qui règne chez la plupart des opposants autoproclamés qui interviennent dans les réseaux ou médias dit sociaux.

## **Gates veille au formatage du récit officiel.**

### **Bill Gates recrute-t-il un lobbyiste en France pour tordre les récits sur l'aide au développement ? - France-Soir 18 septembre 2025**

En quoi cela consiste-t-il ?

*"Oversee this [SCAL] flagship Gates Foundation-funded initiative in France to shift narratives around international development and enhance political support for global cooperation."*  
Traduction : Diriger un programme clé, baptisé Strategic Communications and Advocacy Lab (SCAL), financé par la fondation Gates pour modifier les récits dominants sur le développement international – c'est-à-dire l'APD française, qui représente des milliards d'euros de fonds publics. L'objectif ? Renforcer le *"soutien politique pour la coopération globale"*. En clair, influencer les décideurs français pour aligner leur politique d'aide sur les priorités de Gates : santé mondiale, vaccins, agriculture high-tech...

*"Lead the design and delivery of bold, high-impact communications and advocacy strategies in France and beyond."* Ici, *"advocacy"* n'est pas un euphémisme pour du plaidoyer neutre ; c'est du lobbying pur jus, avec une emphase sur des campagnes *"audacieuses"* pour remodeler l'opinion publique et politique.

*"Grow and Represent Future Advocacy in meetings with government, civil society, foundations, and media, both nationally and internationally"*. Le candidat devra non seulement élargir le réseau de l'agence, mais aussi représenter Future Advocacy dans des réunions avec le gouvernement, la société civile, les fondations et les médias, au niveau national et international. Des portes battantes vers les couloirs du Quai d'Orsay et de l'Assemblée nationale, en somme. Rien que ça !

**Pour lire l'article en entier :**

<https://www.francesoir.fr/societe-emploi/bill-gates-recrute-t-il-un-lobbyiste-en-france-pour-tordre-les-recits-sur-l-aide-au>

---

## **Le naufrage de la vieillesse, non, celui d'un modèle économique.**

Dans cet article, comble du sadisme, ils pointent la solitude des plus vieux qui s'est amplifiée depuis l'épisode de la dictature Covid qu'ils ont alimenté quotidiennement pendant trois ans.

*"Une explosion de l'isolement des aînés"* : 750 000 personnes âgées sont en situation de *"mort sociale"*, selon les Petits frères des pauvres - franceinfo.fr 30 septembre 2025

L'association alerte, mardi, sur une hausse continue de la part des plus de 60 ans privés de contact physique avec leur famille, leurs amis, leurs voisins ou des acteurs associatifs.

Au-delà du cas extrême de la *"mort sociale"*, le phénomène de l'isolement relationnel est plus étendu.

"On pensait que l'aggravation constatée en 2021 était un accident lié au Covid, qui avait replié les gens sur eux-mêmes, mais ce n'est pas le cas. On n'est pas revenu aux niveaux d'avant-crise", s'inquiète la présidente des Petits frères des pauvres, Anne Généau.

Dans ce contexte, le sentiment de solitude s'installe durablement chez les personnes âgées. Dans ce contexte, le sentiment de solitude s'installe durablement chez les personnes âgées.

**Pour lire ce long article :**

[https://www.franceinfo.fr/societe/prise-en-charge-des-personnes-agees/une-explosion-de-l-isolement-des-aines-750-000-personnes-agees-sont-en-situation-de-mort-sociale-selon-les-petits-freres-des-pauvres-7513660.html#at\\_medium=5&at\\_campaign\\_group=1&at\\_campaign=7h30&at\\_offre=3&at\\_variant=V3-compte&at\\_send\\_date=20250930&at\\_recipient\\_id=459386-1676105518-3fb080c9&at\\_adid=DM1153364](https://www.franceinfo.fr/societe/prise-en-charge-des-personnes-agees/une-explosion-de-l-isolement-des-aines-750-000-personnes-agees-sont-en-situation-de-mort-sociale-selon-les-petits-freres-des-pauvres-7513660.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20250930&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1153364)

J-C - Vous comprenez pourquoi j'ai quitté la France et j'ai été refaire ma vie ailleurs, les conditions ne sont pas forcément meilleures, mais on a le droit à un meilleur traitement en général. Personnellement je n'ai plus aucun contact avec la France, plus de famille, plus d'amis, plus personne, le désert affectif en quelque sorte, cela donne une idée de ce qui m'attendait si j'étais resté en France.

En Inde, dans le village, on vit dehors, on se salue et on se parle, on se rend des services, on va les uns chez les autres, chez tous les commerçants aussi qui deviennent des relations on sympathise à la longue, on est en contact avec la famille qui nous rend visite de temps en temps ou qui passe quelques jours chez nous, on se voit aussi au moment des fêtes qui sont pratiquement toutes religieuses, peu importe, on ne parle pas de religion entre nous. Hormis les questions d'argent qui peuvent pourrir l'atmosphère.

Les Indiens sont généralement de bonne humeur. Ils sont relativement fatalistes face au triste destin qu'ils subissent. Ils n'espèrent rien, ils vivent au jour le jour, et ils se contentent de leurs conditions misérables sans l'imputer au premier venu, tandis que les Français s'emportent ou vous font la gueule pour un oui ou pour un non, c'est comme si vous étiez pour quelque chose dans ce qui leur arrive, ils ne savent même pas pourquoi. Ils sont susceptibles, lunatiques, acariâtres, hautains et méprisants, ils passent leur temps à juger les autres, bref, ils sont insupportables !

Dans des blogs, il suffit de publier des commentaires qui ne leur conviennent pas, pour qu'ils vous rentrent dedans ou vous insultent, ils ne sont pas en mesure de réfléchir ou de penser. Ils ne sont pas libres ou indépendants, c'est cela leur problème, ils sont sous influence. Dites-moi, pourquoi s'en prennent-ils à un type aussi sympathique que moi, serviable, fidèle, loyal, sincère, honnête, tolérant, humaniste, communiste, modeste, sans ambition personnelle, pauvre et sans biens, l'époux, le compagnon, l'amant, le frère, le père, le collègue de travail, le voisin, le camarade exemplaire, etc. c'est profondément injuste, ridicule, imaginez ce qu'ils doivent penser du reste de l'humanité est effrayant. Moi, j'aime tout le monde, même Macron... en tôle ou aux travaux forcés à perpétuité !

## **La voix de son maître. Propagande hystérique ou désinformation quotidienne de France Info. Ils livrent leur mode d'emploi.**

### **Incursions de drones, sabotages, désinformation... Pourquoi l'Europe peine à répondre à la guerre hybride menée par Moscou - France Info 27 septembre 2025**

L'ombre de la Russie plane plus que jamais sur les pays de l'Union européenne et de l'Otan. Face à une menace diffuse et protéiforme, les Européens doivent adapter leur réponse.

La Russie a accéléré la guerre hybride qu'elle mène contre les pays de l'Union européenne et de l'Otan ces derniers mois.

L'Europe a-t-elle pris la mesure de la guerre que lui mène la Russie ? La question se pose, alors que Moscou multiplie les provocations envers les Etats membres de l'Union européenne (UE) et de l'Otan.

Les dirigeants européens ne peuvent plus échapper au constat : l'Europe fait bien face à une guerre hybride menée par la Russie.

J-C - Déni et dépit.

Les autorités russes nient systématiquement toute intention belliqueuse. Et les incidents recensés ne sont pas toujours directement traçables jusqu'à Moscou.

FranceInfo - *"L'agresseur tente de créer une confusion stratégique et tactique importante en niant toute responsabilité. Il est donc très difficile pour la victime, le pays ou la société attaqués de réagir de manière décisive."*, Arsalan Bilal, chercheur au Centre d'études pour la paix de l'Université norvégienne de l'Arctique à FranceInfo.

La menace pour l'Europe est pourtant existentielle. *"La Russie mène un combat pour mettre en place, si besoin par la force, un ordre alternatif à l'Etat de droit issu de la Seconde Guerre mondiale"*, alertait le général Thierry Burkhard dans Le Figaro en 2024.

J-C - L'objet de leur propagande. A quoi servent ces fabulations ou cherchez le mobile du crime ou du forfait et vous aurez trouvé le coupable ou celui auquel il devait profiter.

Cela dit, il est vrai que l'ordre mondial fondé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale à l'instigation des Américains est devenu obsolète ou il ne peut remplir son office du fait que les puissances qui en étaient le garant croulent désormais sous une montagne de dettes et elles ne sont plus en mesure de tirer en avant l'économie mondiale, ce que leurs populations doivent ignorer pour que la criminalisation de la Russie et des Brics paraisse justifiée...

FranceInfo - L'UE a de son côté largement avancé sur les questions de défense commune, notamment via le lancement du programme Safe pour le financement d'achat d'armes en commun. Elle brise ainsi un tabou de longue date, tant les questions militaires étaient vues comme des prérogatives purement nationales. *"On a tout de même fait des pas en avant qui n'auraient pas été imaginés il y a quelques années"*, souligne Ulrich Bounat, chercheur associé à Euro Créative et auteur de *La Guerre hybride en Ukraine, quelles perspectives ?*

FranceInfo - L'Alliance atlantique, malgré les revirements américains, s'est aussi adaptée à l'évolution de la menace russe, en renforçant sa coordination et poussant ses pays membres à augmenter leurs dépenses de défense. Des dizaines de milliers de soldats sont déployés sur la frontière est, tandis que la présence de l'Otan a été renforcée en mer du Nord, après plusieurs affaires de câbles sous-marins coupés. Mais face aux incursions de drones et aux survols de l'espace aérien européen, certains appellent à faire plus.

J-C - Justifier d'éventuelles escalades.

FranceInfo - Emmanuel Macron a ainsi déclaré, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, que les pays de l'Otan devraient "*monter d'un cran*" leur riposte en cas de "*nouvelles provocations*". Le président américain, Donald Trump, a même suggéré aux pays européens d'abattre les avions russes violant leur espace aérien.

Les pays européens sont pour l'instant sous-équipés pour répondre à cette menace, un missile pour intercepter un drone coûtant des centaines de milliers d'euros. Dans une tribune publiée par Le Monde, des experts réclament la mise en place d'un projet visant à protéger le ciel européen et dénommé Skyshield. Un objectif partagé par la Commission européenne, qui plaide pour la création d'un "*mur antidrones*" sur le flanc est. "*Il va falloir que les Européens et les Américains travaillent avec les Ukrainiens sur ce sujet*", analyse Ulrich Bounat.

J-C - Ils lâchent le morceau.

FranceInfo - La question de l'acceptabilité sociale des mesures à adopter est cruciale.

*"Il faut absolument dire que l'on est en guerre, pointer du doigt la Russie lorsqu'elle fait quelque chose, pour faire prendre conscience à la population de ce qu'il se passe"*, intime Ulrich Bounat, souligne le spécialiste.

J-C – Le « *quelque chose* » que les idéologues de l'OTAN inventent ou fabriquent, précisons.

---

**Xénophobie. Russophobie. Propagande de guerre de l'OTAN. Quand un régime dit « *totalitaire* » se montre bienveillant envers ses opposants.**

**"En Russie, des millions d'opposants se taisent parce qu'ils ont peur" : un documentaire donne la parole aux voix qui osent défier Vladimir Poutine - franceinfo.fr 21 septembre 2025**

Le documentaire "*Politzek, les voix qui défient le Kremlin*". Diffusé dimanche 21 septembre sur France 5, à 21h05, le film de Manon Loizeau et Ekaterina Mamontova.

J-C - Autant dire que ce document a été acclamé en chœur par l'ensemble des médias, y compris l'Union européenne. Et pour cause, la Russie est présentée comme soumise à un des pouvoirs les plus tyranniques ou criminels de la planète et j'en passe, vous connaissez la chanson des agents formatés à l'idéologie de l'OTAN depuis leur plus tendre enfance.

J'ai lu ce long article, j'en ai lu plusieurs pour me faire une idée précise de leurs intentions qui relèvent de la propagande politique, déformant ou manipulant les faits à souhait pour leur faire dire

ce qu'ils avaient envie qu'ils disent tout simplement. C'est tout bête en somme, cela l'est tellement qu'ils le montrent eux-mêmes sans même qu'on ait à s'emmêler, lisez, c'est révélateur.

Franceinfo : Comment avez-vous obtenu les images de l'intérieur des prisons ?

Manon Loizeau : Grâce à Anna Karetnikova, qui est réfugiée en France et a longtemps travaillé dans des prisons russes comme observatrice.

En 2009, Anna nous a montré toutes les images qu'elle avait filmées et cela a illustré en creux ce que nous racontions. Anna faisait partie de l'ONG Memorial, gérée par Oleg Orlov, et est devenue visiteuse de prison en 2005. A l'époque, les autorités russes ont permis à des membres d'ONG de pénétrer dans les centres pénitentiaires afin de donner des gages à l'Europe.

Elle a été engagée par la prison, qui lui a fourni une caméra. Elle s'est alors dit qu'elle pourrait aider de l'intérieur des détenus. Les choses se sont dégradées lorsqu'elle a vu de plus en plus de ses amis, défenseurs des droits de l'homme, emprisonnés. Elle s'est enfuie en 24 heures de Russie lorsqu'elle a commencé à être inquiétée. Ce qui est incroyable, c'est qu'elle a pu faire une copie de tout ce qu'elle avait filmé.

J-C - Incroyable, quelle gourde ! Ah ben si tous les régimes despotiques et liberticides étaient aussi bienveillants envers leurs opposants... Attendez, ce n'est pas fini.

Franceinfo :- Comment Ekaterina Mamontova a-t-elle pu filmer les procès ?

Manon Loizeau : Tout est interdit, mais comme il n'y a presque plus de médias occidentaux, les autorités laissent les quelques journalistes russes d'opposition filmer les détenus au début et à la fin de leur procès...

J-C - Pour un peu la Russie serait un modèle de démocratie, vous me direz que comparée à la France, elle n'aurait aucun mérite !

Manon Loizeau : Anna faisait partie de l'ONG Memorial. franceinfo.fr 21 septembre 2025

J-C - C'est quoi l'ONG Memorial ?

### **Dans la causerie du 31 décembre 2021**

Russie.

### **Russie : la justice dissout le Centre des droits humains de l'ONG Mémorial - Le Point 29 décembre 2021**

La justice russe a décidé, mercredi 29 décembre, de dissoudre l'organisation de défense des droits, Mémorial, ainsi que toutes les entités rattachées. Le Point 29 décembre 2021

### **L'ONG Mémorial, qu'est-ce que c'est ?**

Pedigree de ses dirigeants (et ex-dirigeants)

Parmi eux : Andreï Sakharov (1921–1989), Arseny Roginsky (1947–2017), Sergueï Kovalev (1930–2021), Lioudmila Alexeïeva (1927–2018),

Alexandre Tcherkassov son directeur actuellement.

En 2021, Mémorial est un réseau d'organisations basées en Russie, en Allemagne, au Kazakhstan, en Italie, en République tchèque, en

Belgique, en France et en Ukraine. Fondée en 28 janvier 1989.

Source : Wikipédia.org.

**Une partie de ses membres ont immigré aux Etats-Unis, en Israël ou dans d'autres pays occidentaux.**

Ils ont travaillé pour :

- Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), une station de radio et un groupe de communication privé financé par la CIA, puis par le

Congrès des États-Unis.

- Amnesty International

- Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

LVOG (Le Socialisme) - Question : Qui pour ces gens-là sont légitimes pour décréter quels régimes sont autoritaires et quels sont ceux qui ne le sont pas ?

La réponse figure plus haut.

L'anti-stalinisme sert toujours de couverture à l'anticommunisme.

Mémorial France - "*Perpétuer la mémoire historique des victimes des répressions staliniennes en URSS et la transmettre aux générations futures, pour défendre les droits humains dans les régimes autoritaires.*"

Quand vous cliquez sur le lien "*soutenir*" dans le menu en haut de l'écran (<https://memorial-france.org/comment-soutenir>), cela vous envoie sur une page où on vous invite à faire un don, mais il n'y figure aucune référence sur le financement ou ses généreux ou fortunés donateurs, on les connaît...

J-C - J'ajoute un soutien que je viens de trouver dans un article de Challenge de 2021 sur cette ONG:

- Le département d'Etat américain a condamné la décision de la Cour suprême russe et a demandé aux autorités russes de "*cesser leur harcèlement des voix indépendantes et des défenseurs des droits humains*".

Le ministre français des Affaires étrangères a fait part de son "*indignation*". Challenge 28 décembre 2021

La dissolution judiciaire des ONG Memorial compromet gravement la protection des droits de l'homme en Russie, a déclaré la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović.

(<https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/the-liquidation-of-memorial-ngos-is-a-harsh-blow-to-human-rights-protection-in-russia>)

### **Puis dans la causerie du 8 octobre 2022.**

L'ONG Mémorial, qu'est-ce que c'est ?

ONG russe prix Nobel de la paix : la justice ordonne la saisie de ses bureaux à Moscou - lejdd.fr 7 octobre 2022

J-C - En réalité elle était dissoute depuis le 29 décembre 2021, mais elle conservait des bureaux dans le centre-ville de Moscou qui accueillait notamment les services administratifs de l'organisation (lejdd.fr 7 octobre 2022)

Lejdd - D'après des propos rapportés par l'agence de presse Ria Novosti, un représentant du même tribunal a accusé l'ONG d'avoir « *marqué son implication dans la réhabilitation des criminels nazis, discrédité les autorités et créé une fausse image de l'URSS* ». lejdd.fr 7 octobre 2022

---

**Dictature climatique. Fabrication du consentement. Quand le climat s'acharne sur ces malheureux européens. A tout malheur est bon... surtout quand il est fabriqué.**

**Environnement : l'Europe se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde, alerte l'Agence européenne de l'environnement - France Info 27 septembre 2025**

L'Europe se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde, alerte lundi 29 septembre l'Agence européenne de l'environnement (AEE) dans son rapport 2025 sur la situation environnementale dans l'Union européenne, en atteste les records de températures battus chaque année.

L'Agence européenne de l'environnement recommande de poursuivre les efforts engagés dans le développement des énergies renouvelables. France Info 27 septembre 2025

---

**Quand les sionistes nazis français s'offrent une tribune dans Le Figaro.**

**« Monsieur le président, vous ne pouvez pas reconnaître un État palestinien sans conditions préalables » : l'appel de 20 personnalités à Emmanuel Macron - crif.org 19 Septembre 2025**

À l'initiative du Crif, 20 personnalités ont publié le 19 septembre dans *Le Figaro* une lettre au Président de la République demandant que toute reconnaissance d'un État palestinien soit conditionnée à la libération des otages et au démantèlement du Hamas. C'est la position défendue

fermement par le Crif depuis les premières annonces du Président de la République sur ce sujet au mois d'avril 2025, dans les médias et lors de chacune des rencontres avec le Président de la République, le Ministre des Affaires étrangères et l'ensemble des élus.

**Signataires :**

Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)

Yvan Attal, acteur, réalisateur

Michel Boujenah, comédien

Pascal Bruckner, philosophe

Père Patrick Desbois, président de Yahad unum

Raphaël Enthoven, philosophe

Arthur Essebag, animateur producteur

Charlotte Gainsbourg, actrice

Ariel Goldmann, président du FSJU (Fonds social juif unifié)

Simone Harari-Beaulieu, productrice

Mona Jafarian, chroniqueuse

Elie Korchia, président du Consistoire central

Haïm Korsia, Grand rabbin de France

Mathieu Laine, Entrepreneur et écrivain

Bernard-Henri Levy, philosophe

Jean Madar, chef d'entreprise

Alain Minc, économiste

Dominique Reynié, professeur, directeur de Fondapol

Joann Sfar, dessinateur

Philippe Torreton, comédien

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/monsieur-le-president-vous-ne-pouvez-pas-reconnaitre-un-etat-palestinien-sans-conditions-prealables-l-appel-de-20-personnalites-20250919>

**Quelques commentaires sélectionnés parmi les lecteurs du Figaro.**

- Les signataires de cette tribune ont-ils lu le récent rapport de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU qui conclut à un génocide à Gaza ?
- Combien de leurs potes ont refusé de signer pour qu'ils ne se retrouvent au final qu'à vingt péquins ?
- Le problème n'est pas la reconnaissance de l'Etat de Palestine, mais les massacres d'Israël en cours à Gaza. Ces bonnes âmes feraient mieux de s'en indigner et de tout faire pour arrêter le carnage israélien à Gaza, plutôt que de critiquer injustement la sage décision du Président de la République.
- Ces signataires et cette tribune abjecte sont du mauvais côté de l'Histoire.
- Ces pseudos intellectuels et artistes ont pour la plupart tenus des propos orduriers envers les Palestiniens. Ils exigent des conditions pour reconnaître l'Etat palestinien, par ailleurs déjà reconnu par 145 pays mais ne disent rien concernant les colonies en Cisjordanie, le blocus qui existait à Gaza, les excès des sionistes d'extrême droites... Tout pour Israël, rien pour les autres.
- On veut surtout les entendre sur leurs empathie pour les Civils Palestiniens qui peuplent cette terre depuis des millénaires et qui sont assassinés par des criminels de guerre. C'est l'ONU et la quasi-totalité de la planète qui le dit...
- J'aurai bien aimé les entendre condamner le massacre des palestiniens
- Les chiffres sont pourtant véridiques: à la fin des années 1700, les Palestiniens étaient à 94% Musulmans, 5% Chrétiens et moins de 1% juifs. En 1922 sous le mandat Britannique les Palestiniens sont à 78% musulmans, 10% Chrétiens et moins de 10% juifs... Pas de chance hein? Les chiffres des Anglais ne collent pas du tout avec les mensonges que certains ici répandent dans leurs commentaires. Tous les historiens ont écrit des milliers de livres sur le sujet qui sont tous à mille lieux des chiffres mensongers de certains ici!
- En Mai 2025, un sondage Odoxa montrait que 75% des Français souhaitaient des sanctions fortes contre Israël et la reconnaissance de l'Etat Palestinien pour le Peuple Palestinien. Ca doit être bien plus haut maintenant, notamment après la guerre qu'ils ont provoqué contre l'Iran et qu'ils ont d'ailleurs perdu (vu le niveau de destruction de cibles stratégiques en Israël).
- Tribune nauséabonde. Pas un mot sur le carnage israélien faisant plusieurs victimes quotidiennes ni sur la famine délibérément organisée par Israël à Gaza. Pas un mot non plus sur le récent rapport de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU qui conclut à un génocide toujours en cours à Gaza.
- On appelle ça des célébrités, soutenir le massacre de milliers de Palestiniens, quelle honte !
- Presque 80 ans de négationnismes et ils n'ont pas honte?

Moi j'aurais honte.

- C'est maintenant. Une fois les territoires palestiniens rasés, leurs habitants massacrés ou déportés la question n'aura plus de sens. Ca me sidère que ces gens critiquent la France plutôt que le criminel de guerre qui dirige Israël.

## **France.**

### **Rectification ou précision**

J-C - Le 19 septembre dernier France Info et Yahoo m'ont induit en erreur en ne reproduisant pas les communiqués indiquant le nombre de participants aux manifestations, tel qu'il avait été fourni par les syndicats et le ministère de l'Intérieur. J'en étais donc resté à un chiffre nettement inférieur, ce qui n'a pas grande importance puisque dans les deux cas le nombre est sur ou sous-estimé, cela dit, je devais rectifier cette info. C'est dû à mon isolement dans mon trou en Inde du Sud, et à l'attitude de mes lecteurs.

### **« Plus d'un million de personnes » dans toute la France, selon la CGT - publicsenat.fr 18 septembre 2025**

La CGT a recensé « plus d'un million de personnes » dans les manifestations organisées jeudi dans toute la France à l'appel de l'ensemble des syndicats pour tenter de peser sur les choix budgétaires du nouveau Premier ministre.

Le ministère de l'Intérieur recense plus de 500 000 manifestants dans le pays

### **Plus d'un million de personnes ont manifesté jeudi 18 septembre 2025 - cgt.fr 18 Sep. 2025**

<https://www.cgt.fr/manif18septembre>

---

### **Au côté des syndicats, les travailleurs sont appelés à être les garants de la bonne application de la politique ultra réactionnaire du Premier ministre.**

- Sophie Binet exige un budget 2026 sous « *la surveillance du monde du travail* », demandant des réponses claires d'ici les débats parlementaires. Elle met en garde contre un budget qui, sans contrôle syndical, risquerait d'aggraver les inégalités... RT 28 sept. 2025

J-C - Qu'y a-t-il à attendre de tels syndicats ? Absolument rien.

---

## **En famille à droite.**

### **Deux députés ex-macronistes, Sacha Houlié et Belkhir Belhaddad, rejoignent le groupe socialiste à l'Assemblée nationale - BFMTV 29 septembre 2025**

Les deux élus étaient membres du parti socialiste avant de rejoindre Emmanuel Macron en 2016. Sacha Houlié, député de la 2e circonscription de la Vienne et ex-président de la commission des Lois, avait accusé en 2024 Renaissance de dérive droite, lors de l'adoption de la dernière loi immigration. Il a cette année rallié le mouvement de Raphaël Glucksmann, Place Publique. BFMTV 29 septembre 2025

### **Corrompus et fiers de l'être !**

- Lecornu visé par une plainte d'un syndicat qui l'accuse d'avoir fait croire qu'il avait un master 2 de droit - Le HuffPost 29 septembre 2025
- Le procès de Rachida Dati pour corruption aura lieu en septembre 2026, après les municipales - Le HuffPost 29 septembre 2025
- À Nice, la flagornerie ultime de Christian Estrosi après la condamnation de Nicolas Sarkozy - Le HuffPost 29 septembre 2025
- Nicolas Sarkozy ira en prison, mais ce n'est pas « *la fin* » de la présomption d'innocence - Le HuffPost 29 septembre 2025

---

### **Palestine occupée.**

- Benjamin Netanyahu n'a pas pu prononcer un mot de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU avant que les délégués ne quittent la salle dans un geste historique et audacieux qui a profondément choqué Israël.

---

### **C'est la Palestine qui est occupée et doit être libérée et non l'inverse.**

**Faites tomber les masques. La "solution finale" ou la capitulation.**

**Le plan de Trump pour Gaza, un "ultimatum" adressé au Hamas - Courrier international 30 septembre 2025**

**En direct : l'armée israélienne "restera dans la majeure partie de Gaza", affirme Netanyahu - France 24 30 septembre 2025**

J-C - L'État d'Israël ou le syndicat du crime.

Le plan de "paix" de Trump, c'est la capitulation sans condition des Palestiniens.

Il ne comporte aucune obligation du côté israélien, en revanche toutes les contraintes sont pour les Palestiniens, inacceptable. Aucune aspiration du peuple palestinien n'est prise en compte. Ce plan scélérat, c'est le retour à la case départ du camp de concentration de Gaza la veille du 7 octobre 2023, en pire, car désarmés.

**FranceInfo** - Le texte a été accepté par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Peu après, les médiateurs qatari et égyptien ont annoncé avoir remis le document rédigé par l'exécutif américain aux négociateurs du Hamas.

En attendant la réponse du Hamas, huit pays arabes et musulmans, dont l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Turquie, le Pakistan, la Jordanie, ont salué dans un

communiqué commun les "*efforts sincères*" de Donald Trump pour "*mettre fin à la guerre*". L'Autorité palestinienne, que le texte américain appelle à se réformer si elle souhaite diriger Gaza, a mis en avant les "*efforts sincères et déterminés*" de Donald Trump, et dit "*accorder sa confiance en sa capacité à trouver un chemin vers la paix*". En revanche, le mouvement islamiste Jihad islamique voit dans ce plan "*une recette pour la poursuite de l'agression contre le peuple palestinien*".

Unanimité des Occidentaux. Le président français Emmanuel Macron a, lui aussi, salué "*l'engagement*" de Donald Trump "*pour mettre fin à la guerre à Gaza et obtenir la libération de tous les otages*". L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, pressenti pour jouer un rôle majeur au sein d'un comité supervisant la transition à Gaza, a salué un plan "*audacieux et intelligent*".

Le projet de Donald Trump a aussi reçu l'appui de l'actuel Premier ministre britannique Keir Starmer. Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, fervent critique de l'offensive israélienne à Gaza, a salué le plan : « *Il est temps que la violence cesse, que tous les otages soient immédiatement libérés et qu'un accès à l'aide humanitaire soit donné à la population civile.* » Pour sa part, le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a appelé à ne pas « *gâcher* » une occasion de mettre fin à la guerre : « *J'exhorte tous ceux qui peuvent influencer le Hamas à le faire dès maintenant* ».

Le président du Conseil de l'Union européenne, António Costa, a exhorté toutes les parties à « *saisir ce moment pour donner une véritable chance à la paix* ». Le gouvernement italien de Giorgia Meloni a évoqué un « *projet ambitieux* » et a exhorté « *toutes les parties à saisir cette opportunité et à accepter le plan* ».

Le locataire de la Maison Blanche a aussi le soutien des Nations Unies : le responsable des affaires humanitaires de l'ONU Tom Fletcher a estimé sur X que ce plan ouvrait « *de nouvelles possibilités* » pour livrer l'aide nécessaire dans le territoire palestinien : « *Nous sommes prêts et avons hâte de travailler – sur le plan pratique comme sur le principe – pour saisir cette opportunité de paix.* » (Source : différents médias et AFP)

J-C - Blair, le boucher de Bagdad au côté de G. Bush !

---

### **Que contient le plan de Trump pour Gaza ? Voici les 20 points de ce nouveau projet d'accord - Le HuffPost 30 septembre 2025**

« *Si les deux parties acceptent ce plan, la guerre s'achèvera immédiatement* », dit le texte qui prévoit dans ce cas qu'Israël suspende ses opérations militaires dans la bande de Gaza. De la libération des otages, au futur de l'enclave sans l'autorité palestinienne ni le Hamas : Voici le document publié par la Maison Blanche dans la soirée, et traduit en français.

1. Gaza sera une zone déradicalisée et libérée du terrorisme, qui ne représentera pas une menace pour ses voisins.
2. Gaza sera reconstruite au bénéfice de ses habitants, qui ont déjà bien trop souffert.
3. Si les deux parties acceptent ce plan, la guerre s'achèvera immédiatement. Les forces israéliennes se retireront jusqu'à la ligne convenue pour préparer la libération des otages. Pendant ce temps, toutes les opérations militaires, y compris les bombardements aériens et d'artillerie, seront

suspendues, et les lignes de combat resteront figées jusqu'à ce que les conditions soient remplies pour un retrait complet par étapes.

4. Dans les 72 heures suivant l'acceptation publique de cet accord par Israël, tous les otages, vivants ou décédés, seront rendus.

5. Une fois tous les otages libérés, Israël libérera 250 prisonniers condamnés à la perpétuité ainsi que 1.700 Gazaouis détenus après le 7 octobre 2023, y compris toutes les femmes et tous les enfants détenus dans ce contexte. Pour chaque otage israélien dont la dépouille sera restituée, Israël restituera les dépouilles de 15 Gazaouis décédés.

6. Une fois tous les otages revenus, les membres du Hamas qui s'engagent à respecter une coexistence pacifique et qui rendront leurs armes bénéficieront d'une amnistie. Les membres du Hamas qui souhaitent quitter Gaza bénéficieront d'un droit de passage protégé vers les pays de destination.

7. Dès l'acceptation de cet accord, une aide complète sera immédiatement acheminée dans la bande de Gaza. Les quantités d'aide seront au minimum conformes à celles incluses dans l'accord du 19 janvier 2025 sur l'aide humanitaire, y compris la réhabilitation des infrastructures (eau, électricité, assainissement), la réhabilitation des hôpitaux et boulangeries, et l'arrivée des équipements nécessaires pour enlever les débris et ouvrir les routes.

8. La distribution et l'entrée de l'aide dans la bande de Gaza s'effectueront, sans ingérence des deux parties, via les Nations unies et ses agences, le Croissant-Rouge, ainsi que d'autres institutions internationales non associées à l'une ou l'autre partie. L'ouverture du passage de Rafah dans les deux directions sera soumise au même mécanisme mis en œuvre dans le cadre de l'accord du 19 janvier 2025.

9. Gaza sera gouverné en vertu de l'autorité transitoire temporaire d'un comité palestinien technocratique et apolitique, chargé de gérer les services publics et les municipalités pour la population de Gaza. Ce comité sera composé de Palestiniens qualifiés et d'experts internationaux, sous la supervision et le contrôle d'un nouvel organe international de transition, le « *Comité de la paix* », qui sera dirigé et présidé par le Président Donald Trump, avec d'autres membres et chefs d'État qui seront annoncés, dont l'ancien Premier ministre Tony Blair. Cet organe établira le cadre et gèrera le financement de la reconstruction de Gaza jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne ait terminé son programme de réformes, comme décrit dans diverses propositions, y compris le plan de paix de Trump en 2020 et la proposition franco-saoudienne, et puisse reprendre le contrôle de Gaza de manière sûre et efficace. Cet organe s'appuiera sur les meilleures normes internationales pour créer une gouvernance moderne et efficace qui bénéficie aux habitants de Gaza et favorise les investissements.

10. Un plan Trump de développement économique pour reconstruire et dynamiser Gaza sera créé en réunissant un panel d'experts ayant contribué à la naissance de certaines des villes modernes florissantes du Moyen-Orient. De nombreuses propositions d'investissement réfléchies et idées de projets immobiliers excitants ont été élaborées par des groupes internationaux bien intentionnés et seront examinées pour parvenir à un cadre de sécurité et de gouvernance qui attire et facilite ces investissements, qui créeront des emplois, des opportunités et un espoir pour l'avenir de Gaza.

Publicité

11. Une zone économique spéciale sera mise en place, avec des droits de douane préférentiels et un taux d'accès qui doit encore être négocié avec les pays participants.

12. Personne ne sera forcé à quitter Gaza, et ceux qui souhaitent partir seront libres de le faire et de revenir. Nous encouragerons les gens à rester et leur offrirons l'occasion de construire un Gaza meilleur.

13. Le Hamas et les autres factions s'engagent à ne jouer aucun rôle dans la gouvernance de Gaza, directement, indirectement ou sous quelque forme que ce soit. Toutes les infrastructures militaires, terroristes et offensives, y compris les tunnels et les installations de production d'armes, seront détruites et ne seront pas reconstruites. Il y aura un processus de démilitarisation de Gaza sous la supervision de contrôleurs indépendants, qui inclura la mise hors service permanente des armes via un processus convenu de désarmement, soutenu par un programme de rachat et de réintégration financé internationalement, le tout vérifié par les contrôleurs indépendants. Le Nouveau Gaza sera entièrement dédié à la construction d'une économie prospère et à la coexistence pacifique avec ses voisins.

14. Une garantie sera fournie par des partenaires régionaux pour s'assurer que le Hamas, et les factions, respectent leurs obligations et que la nouvelle bande de Gaza ne constitue pas une menace pour ses voisins ou ses habitants.

15. Les États-Unis travailleront avec des partenaires arabes et internationaux pour développer une Force internationale de stabilisation (ISF) temporaire à déployer immédiatement à Gaza. L'ISF formera et fournira un soutien à des forces de police palestiniennes approuvées à Gaza, et sera en contact étroit avec la Jordanie et l'Égypte, qui ont une vaste expérience dans ce domaine. Cette force sera la solution de sécurité interne à long terme. L'ISF travaillera avec Israël et l'Égypte pour aider à sécuriser les zones frontalières, ainsi qu'avec les forces de police palestiniennes nouvellement formées. Il est vital d'empêcher l'entrée de munitions dans Gaza et de faciliter le déploiement rapide et sécurisé des biens pour reconstruire et revitaliser Gaza. Un mécanisme de désescalade sera convenu entre les parties.

16. Israël n'occupera ni n'annexera Gaza. A mesure que l'ISF établit le contrôle et la stabilité, l'armée israélienne se retirera sur la base de normes, d'étapes et d'échéances liées à la démilitarisation qui seront convenues entre l'armée israélienne, l'ISF, les garants et les États-Unis, dans l'objectif d'un Gaza sécurisé qui ne représente plus une menace pour Israël, l'Égypte ou ses citoyens. Concrètement, l'armée israélienne rendra progressivement le territoire de Gaza qu'elle occupe à l'ISF selon un accord à conclure avec l'autorité de transition jusqu'à son retrait complet de Gaza, à l'exception d'une présence dans un périmètre de sécurité qui restera jusqu'à ce que Gaza soit correctement sécurisé contre toute résurgence de menace terroriste.

17. Dans le cas où le Hamas retarde ou rejette cette proposition, les éléments ci-dessus, y compris l'importante opération d'aide, seront mis en œuvre dans les zones libérées du terrorisme remises par l'armée israélienne à l'ISF.

18. Un processus de dialogue interreligieux sera établi sur la base des valeurs de tolérance et de coexistence pacifique afin de tenter de changer les mentalités des Palestiniens et des Israéliens en mettant l'accent sur les avantages qui peuvent découler de la paix.

19. À mesure que le redéveloppement de Gaza progresse et quand le programme de réforme de l'Autorité palestinienne est fidèlement mis en œuvre, les conditions pourraient enfin être réunies pour ouvrir une voie crédible vers l'autodétermination et la création d'un État palestinien, que nous reconnaissons comme étant l'aspiration du peuple palestinien.

20. Les États-Unis établiront un dialogue entre Israël et les Palestiniens pour convenir d'un horizon politique pour une coexistence pacifique et prospère.

J-C – Imposture, mensonge d'un bout à l'autre. Inutile de commenter, chacun aura compris.

---

### **Flottille Global Sumud : plus de 140 personnalités réclament la protection de la France et de la Belgique 28 sept. 202**

Dans une tribune diffusée le 27 septembre dans le Nouvel Obs, 142 personnalités issues du monde artistique, médiatique et associatif demandent aux gouvernements français et belge d'agir pour garantir l'accès humanitaire à la bande de Gaza et la protection des civils. Les signataires plaident notamment pour la protection de la flottille Global Sumud, présentée dans la tribune comme « *la plus grande flottille internationale humanitaire de l'histoire* », composée selon le texte de plus de 50 bateaux et de centaines de citoyens provenant de plus de 45 pays, dont 54 ressortissants français et 15 belges.

Les auteurs citent aussi des mesures de protection prises par certains États : selon la tribune, 16 pays, dont l'Espagne et l'Irlande, auraient accordé une forme de protection diplomatique à leurs ressortissants embarqués, et l'Italie et l'Espagne auraient dépêché des bâtiments militaires pour accompagner la flottille. La tribune réclame que la France et la Belgique assurent de la même manière la protection diplomatique et consulaire de leurs nationaux, et demande une coordination internationale pour garantir la sécurité des participants jusqu'à l'arrivée de l'aide à destination.

Les signataires qualifient l'initiative de légale et non-violente et appellent les gouvernements à « *garantir l'accès humanitaire à Gaza et mettre fin au génocide du peuple palestinien* », en mobilisant les obligations relevant du droit international humanitaire. La tribune rappelle enfin le principe, selon ses auteurs, que l'usage de la famine comme arme de guerre constitue une violation des Conventions de Genève et réaffirme l'attachement des signataires au respect du droit international et à la protection des civils.

---

### **Russie.**

### **Des drones pour réarmer l'Europe : selon un média italien, les «provocations russes» ne sont qu'un faux prétexte - RT 29 sept. 2025**

Les accusations contre la Russie concernant des provocations aériennes en Europe se multiplient. Selon Il Fatto Quotidiano, les déclarations des responsables occidentaux sur de soi-disant violations de l'espace aérien par des drones russes ne reposent sur aucune preuve vérifiée. Les vérifications menées par les services de renseignement nationaux et même par l'OTAN n'ont pas pu confirmer l'implication de Moscou.

Le quotidien italien précise que l'Occident utilise des termes forts comme « *attaque délibérée* » ou « *guerre hybride* », alors que, dans la majorité des cas, il s'agit d'opérations standards ou d'interférences liées à des brouillages ukrainiens. Selon le journal, ces déclarations alarmistes servent à « *créer un climat de peur nécessaire au réarmement de l'Europe* ».

Toujours selon Il Fatto Quotidiano, les médias et gouvernements occidentaux entretiennent une atmosphère d'hystérie collective. Cette stratégie est utilisée pour légitimer des dépenses militaires croissantes, comme le montre l'installation de nouveaux radars en Europe du Nord ou encore les annonces d'un « *niveau élevé de menace* » en Allemagne.

De son côté, la Russie rejette catégoriquement ces accusations.

Pourtant, la peur s'installe, et l'idée que la Russie mène une guerre de désorientation via drones, avions et cybersabotages prend de l'ampleur dans les cercles dirigeants occidentaux.

Il Fatto Quotidiano met en garde contre la manipulation de l'opinion publique. En l'absence de preuves tangibles, continuer à accuser Moscou revient à alimenter une « *schizophrénie collective* » en Europe.

J-C - Il Fatto Quotidiano est un quotidien italien étiqueté à gauche, il a été fondé le 23 septembre 2009 par Antonio Padellaro, ex-directeur du journal L'Unità. (Wikipédia)

---

## **Moldavie.**

### **Le parti pro-européen moldave remporte les élections grâce à des manipulations et à l'ingérence de l'UE**

Ainsi, le PAS pro-UE de Maia Sandu a obtenu 50,16% des voix aux élections moldaves... une majorité à peine acquise après avoir interdit au moins six partis d'opposition, réduit le nombre de bureaux de vote de la Transnistrie, favorable à Moscou, de 41 à 12 sous prétexte de réparations de ponts, et n'en avoir proposé que deux en Russie pour près d'un demi-million de Moldaves, alors que 73 ont été ouverts en Italie pour à peine cent mille personnes.

Une victoire sur le papier, certes... mais si la même chose se produisait en Géorgie ou en Serbie, Bruxelles dénoncerait un tel scrutin comme illégitime.

<https://reseauinternational.net/le-parti-pro-europeen-moldave-remporte-les-elections-grace-a-des-manipulations-et-a-lingerence-de-lue/>

### **Après la Roumanie, tripatouillage européen dans les élections en Moldavie**

Le dépouillement des bureaux de l'étranger auront donc reconduit le parti PAS de la présidente Maia Sandu, Young Global Leader du Forum économique mondial, candidate de Bruxelles s'affichant sans réserve tant avec Urusla von der Leyen qu'avec le fils du mondialiste George Soros, Alexander Soros.

<https://reseauinternational.net/apres-la-roumanie-tripatouillage-europeen-dans-les-elections-en-moldavie/>

### **Élections en Moldavie : la victoire contestée du régime Sandu avec 50,16 % ravive les tensions - RT 29 sept.2025**

<https://francais.rt.com/international/125797-elections-moldavie-victoire-contestee-regime-sandu-avec-50-point-16-pourcent-ravive-les-tensions>

J-C – Ils vont finir par donner raison à ceux qui clament depuis des lustres : « *Election piège à cons* » !